

THEME

PAUVRETE, MONDIALISATION ET PRATIQUES LOCALES

TITRE DE L'INTERVENTION

POUR UNE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT LOCAL INCLUSIF

* * * *

RESUME

L'effectivité de la mondialisation génère des inégalités sociales. Face à cela, le Développement local inclusif s'avère une alternative plus humaine. L'objectif du présent article est d'analyser le concept de Développement local dans sa spécificité pour Madagascar d'une part, et de démontrer les traces des modèles de Développement local et la gouvernance pour une localité. L'hypothèse de notre réflexion consiste à poser que la conscience patriotique constitue une composante a fortiori du Développement local. La méthodologie de justification de notre propos s'effectue par des interviews dans cinq communes dont : Ambohimambola et Masindray district d'Avaradrano, Ambanja Région Diana, Manakara Région Vatovavy Fitovignany, Vatoman-dry Région Mavam. Les résultats attendus sont constitués par les cinq volets d'un plan de Développement local inclusif au moyen du patriotisme managérial et restituer à la population locale vulnérable sa dignité et son bien-être.

MOTS CLEFS

Développement local, proximité, ressources, manager, business model, unité nationale

ABSTRACT

The effectiveness of globalization generates social inequalities. Faced with this, inclusive local Development proves to be a more humane alternative. The purpose of this paper is to analyze the concept of Local Development in its specificity for Madagascar on the one hand, and to demonstrate the traces of local development models and governance for a locality. Our reflection hypothesizes that patriotic conscience constitutes a component a fortiori of Local Development. The methodology of justification of our purpose is carried out by interviews in five municipalities including: Ambohimambola and Masindray district of Avaradrano, Ambanja Diana Region, Manakara Vatovavy Fitovignany Region, Vatoman-dry Mavam Region. The expected results are the five components of an inclusive local Development plan through managerial patriotism and to restore the vulnerable local population's dignity and well-being.

KEYWORDS

Local development, proximity, resources, manager, business model, national unity

Introduction

Le concept de développement local et les pratiques qui s'y rattachent se caractérisent par la multiplicité des discours descriptifs et des projets, des fois complémentaires mais aussi contradictoires. Globalement le terme de développement local sous-entend essentiellement deux actions interdépendantes : la mise en valeur des ressources disponibles localement et la territorialisation des résultats avec les avantages tirés de ces ressources. Ces deux aspects tendent à la fois vers une forte inscription de nouvelles dynamiques territoriales et d'une certaine autonomie des processus productifs considérés comme le tremplin le plus important dans le dynamisme local et de compétitivité entre les territoires. Cet ancrage territorial du programme de développement constitue aussi une composante essentielle des mutations de la stratégie de développement en cours au niveau des pôles stratégiques de développement dans un pays. Avec cette stratégie nous ne pouvons ainsi minimiser une autre vague d'influence économique et organisationnelle, tout aussi cruciale : le phénomène de mondialisation sur toutes ses formes qui fait de l'espace mondial, l'espace de référence des stratégies des acteurs économiques en particulier. Plus précisément, la stratégie de développement local n'étant pas synonyme de politique imperméable aux influences exogènes. Face à ces deux dilemmes : ***Comment un développement local et l'influence***

de la mondialisation peuvent-ils se nouer pour une harmonisation intense et ceci pour lutter contre la pauvreté en l'occurrence à Madagascar ? Telle est la problématique à laquelle nous aimerions répondre dans cet exposé. Il s'agit de préconiser un modèle de stratégie en vue d'améliorer le niveau de vie et donc économique d'une localité. Cette problématique reconnaît que les différents programmes et projets de développement antérieurs ne fournissent pas encore les résultats escomptés pour éradiquer la pauvreté dans plusieurs localités à Madagascar. Les activités de production qui existent déjà ne pourront aboutir qu'à des résultats limités et précaires qui n'aboutissent pas vraiment à l'amélioration des conditions socio-économiques de la population d'une localité.

L'***hypothèse*** de base de notre réflexion consiste à poser que la conscience patriotique constitue une composante a fortiori du développement local. Sans vouloir laisser à la légère les types de patriotisme exprimés par des auteurs : « *patriotisme géographique* », « *patriotisme historique* », « *patriotisme économique* », « *patriotisme juridique* », « *patriotisme constitutionnel* », nous proposons le « ***patriotisme managérial*** ».

La ***méthodologie de justification*** de notre propos s'effectue par des interviews dans cinq endroits à savoir : le chef-lieu de la Commune d'Ambohimambola et de Masindray tous les deux du District d'Avaradrano, le chef-lieu de la

Commune d'Ambanja du District d'Ambanja, le chef-lieu de la Commune de Manakara du District de Vatovavy Fitovignany et le chef-lieu de la Commune de Vatmandry du District de Vatmandry lui-même. Ces études de terrain effectuées montrent qu'il n'y a pas – ou plutôt pas seulement – application docile d'un projet de « développement local », communion fervente d'une localité quelconque avec un projet de société avec l'Etat sur une base de multitude développement local. À travers ce constat, nous allons voir en profondeur qu'est-ce qui occasionne ce problème de développement local en aval pour déterminer un nouveau paradigme qui tient compte de la résolution de la problématique.

Les *objectifs* de la présente étude, - en tant qu'enseignants chercheurs, auteurs de cet exposé, - nos objectifs sont d'élargir mais aussi de positionner cette problématique dans une dimension excentrique. Pour ce faire, les objectifs ciblés sont (i) d'analyser en profondeur le concept de « *développement local* » dans sa spécificité pour Madagascar et (ii) de démontrer de manière claire et nette les différentes facettes souvent laissées sous silence et les précédents existant entre le développement local inclusif, la présence inéluctable de la mondialisation et la gouvernance pour une localité.

CHAPITRE I : CADRE JUSTIFICATIF DU DEVELOPPEMENT LOCAL

I.1. Mise en œuvre d'une stratégie autre que la mondialisation

Sans aucun doute Madagascar n'échappe pas aux emprises de la mondialisation tant définie par des économistes et sociologues. Cet hégémonisme de la mondialisation a des effets difficiles à remédier dans plusieurs domaines. D'un côté, au sein de cette mondialisation, des personnes mènent une vie sans ressources de revenus permanentes, d'un autre côté, les quelques entreprises qui existent n'arrivent pas à absorber l'ensemble des demandeurs d'emplois. C'est ainsi que la théorie du développement local propose un nouveau cadre dans lequel une économie à dimension humaine, portée sur un territoire plus restreint, pourrait se développer. Ce territoire de taille réduite permet au citoyen d'avoir des repères et d'être acteur à part entière du développement local de son entité, dont fait partie intégrante la composante économique. Cette problématique tente de réduire l'emprise de la mondialisation sur le fait que « *La mondialisation est l'extension à la Terre entière d'un marché unique, où les capitaux, les emplois, les productions, les services, les hommes et leurs informations doivent pouvoir circuler librement, sans aucune entrave de frontières, de réglementations, afin de permettre la diffusion maximale et le profit le plus rapide possible. Elle désigne l'accession à la dimension mondiale,*

l'accroissement des interdépendances, le rétrécissement de l'espace, le raccourcissement des délais, la disparition des frontières »¹. Avec ce constat, le problème pour les pays pauvres se concentre surtout sur l'accès aux marchés dit « *porteurs* » et dans lesquels il semble économiquement difficile d'entrer dans le jeu de la concurrence. Cette situation de la mondialisation exclut forcément les territoires les plus pauvres partout dans le monde, avec moins de ressources et donc de fait, les populations qui occupent ces territoires sont « *délaissées* » par le développement. C'est ainsi que la voie du développement local représente une alternative humaniste face à la mondialisation et une réelle tentative de sauver les territoires victimes. Cette action passe notamment par la promotion de la potentialité locale et sur le plan économique, une création de circuits de consommation courts et contrôlés par le territoire consommateur.

I.2 Mise en œuvre d'un cadre de valeur motivante

Le choix de la voie du développement axé au « *développement local* » est une action sans cadre de référence de comportement et de motivation. Peu importe les actions à mener ou les projets à effectuer, la motivation et les valeurs qui sous-tendent ces actions tiennent de « *brides* » pour la

cohésion des acteurs partie-prenantes, d'autant plus qu'*« il est facilement convenu que notre monde a perdu le sens des valeurs et qu'il erre à la recherche de références pour éclairer sa voie : les valeurs d'hier paraissent périmées, dépassées par l'ampleur des mutations; les valeurs de demain tardent à s'affirmer et n'ont pas encore fait leur preuve »*²

I.3. Mise en œuvre d'une gestion de proximité

Avec le concept de développement local, plusieurs auteurs et dans plusieurs pays adhérant dans cette voie de développement tentent de réduire la vision descendante du développement, qui consiste à dicter le développement par les autorités centrales. Développement local transpose la prise de décision des collectivités locales avec les acteurs locaux concernés et qui visent à remédier les disparités régionales et à organiser en particulier les activités économiques dans une logique de proximité de prise de décision.

Si tel est alors le cadre justificatif du développement local ; qu'en est-il de son cadre conceptuel ?

CHAPITRE II : CADRE CONCEPTUEL

¹ HOUÉE, Paul, Le développement local au défi de la mondialisation, Paris, L'Harmattan, 2001, p.51

² HOUÉE, Paul, Le développement local au défi de la mondialisation, Paris, L'Harmattan, 2001, p.83

II.1. Le terme de développement local

A première vue, le terme de « développement local » reste un terme très connoté à définir et surtout à cerner. Pris un à un, les mots qui composent ce terme peuvent aisément être compris. Pour Houée (P)³, le développement local est une démarche globale de mise en mouvement et en synergie des acteurs locaux pour la mise en valeur des ressources humaines et matérielles d'un territoire donné, en relation négociée avec les centres de décisions des ensembles économiques, sociaux et politiques dans lesquels ils s'intègrent.

Mais, une fois articulés, ceux-ci paraissent moins concrets et moins parlant pour les intéressés. Il semble donc essentiel, avant d'aborder réellement ce thème d'intervention, de définir de manière précise ce qui se cache derrière la notion de développement local inclusif. D'autant plus qu'il serait erroné d'affirmer que l'on peut définir le concept de développement local inclusif d'une seule manière valable. En effet, tout un chacun peut créer sa propre définition de ce terme en tant que concept, en y donnant sa touche stylistique personnelle et en y utilisant les notions qui lui sont propres ou du moins qui lui semblent plus pertinentes. Dans ce sens, le développement local inclusif n'est pas un canevas applicable et transposable tel quel, chaque localité d'application possède sans aucun doute des particularités, ce qui

explique que l'on devra adapter la démarche d'action y afférente en fonction de l'endroit où l'on se trouve. Il en va de même pour la mise en œuvre d'un développement local inclusif, cette démarche n'est pas un modèle fixe et rigide. La mise en place d'un cadre définitionnel du développement local inclusif résidera donc plus dans l'articulation de concepts complémentaires et connexes que dans l'imposition d'une définition dogmatique et trop savante.

Afin de pouvoir rendre compte des différences qui existent entre plusieurs définitions de ce concept, il est aisé de procéder à la lecture de plusieurs définitions du développement local : - « *Le développement local est un processus grâce auquel la communauté participe au façonnement de son propre environnement dans le but d'améliorer la qualité de vie de ses résidents. Cette démarche nécessite une intégration harmonieuse des composantes économique, sociale, culturelle, politique et environnementale. La composante économique devient souvent une priorité vu l'importance pour chacun d'être en mesure de gagner sa vie et de subvenir de manière satisfaisante à ses besoins et ceux de ses proches. Cette approche est avant tout un phénomène humain où les projets et l'action, plus que les institutions et les politiques, mobilisent l'ensemble des intervenants de la communauté*

³ HOUÉE, Paul, Le développement local au défi de la mondialisation, Paris, L'Harmattan, 2001, p.83

de chacun des arrondissements »⁴ . Dans une autre dimension de conception le développement local est perçu comme « une stratégie réfléchie et partagée visant à mettre en place au niveau local, dans un territoire à dimension humaine préalablement défini par les promoteurs de l'initiative, une cohésion sociale économique, culturelle et territoriale visant l'amélioration de la situation de tous les acteurs locaux sans pour autant mettre en péril le futur de ceux-ci. Le développement local durable est une démarche intersectorielle, systémique et globalisée qui permet l'utilisation de toutes les forces vives disponibles sur le territoire. Sous l'impulsion d'un leader agissant pour l'intérêt général et bénéficiant de la confiance de tous les acteurs locaux, une gouvernance locale devra être mise en place afin d'intégrer l'ensemble des acteurs au processus décisionnel et de créer une véritable synergie indispensable à la mise en place de ce projet stratégique commun qu'est le développement local durable »⁵

Dans certains cas d'expérience ce même concept est vu comme « le refus du déracinement, de voir

sa localité, son village ou son quartier entraîné dans le déclin démographique et le déclin de son économie locale, avec ce qui en découle sur le plan de l'insuffisance des services. La sensibilité contemporaine à protéger l'environnement est venue renforcer cette volonté de résistance des communautés locales. Le développement local est une stratégie d'intervention qui a ses caractéristiques propres, caractéristiques qu'elle emprunte à cette situation spécifique.»⁶

Pour clore ce panorama de définitions, cette dernière constatation peut donner une vision plus ou moins globale pour donner une synthèse : « D'une manière générale, le développement local sous ses aspects les plus spontanés, décrit les modalités d'adaptation et d'initiative autonome des producteurs de biens et services aux mutations profondes que connaît l'économie mondiale. Ce passage par une reterritorialisation des stratégies d'acteurs s'accompagne d'une mondialisation des échanges. Cela tendrait à démontrer qu'aujourd'hui, l'internationalisation des marchés exige comme qualité première la capacité à s'adapter et innover, plus que la seule capacité à produire. Le territoire devient le creuset des mutations planétaires. Bref, le local et le mondial sont les deux facettes d'un même mouvement d'ajustement. Le développement local n'est pas une idéologie en ce sens qu'il ne trace pas

⁴ Cette définition a été mise en place par le groupe d'étude sur le développement local de Montréal lors d'un sommet le mardi 9 avril 2002. Ce groupe était animé par Monsieur Paul Prévost, spécialiste en développement local et attaché à l'Université de Sherbrooke

⁵ Dans le cadre du cours de développement local durable, dont Madame Décoster est la titulaire, nous avons tous réalisé notre définition de ce concept. Ceci explique que vous ne trouverez pas cette définition telle quelle dans un ouvrage ou dans un autre travail portant sur le même sujet, car celle-ci correspond à une réflexion propre.

⁶ DOUCET, LAVAL et FAVREAU, *Théorie et pratiques en développement communautaire*, Québec, Presse de l'Université du Québec, 1997, p.462

de chemin prospectif unique. La redistribution des cartes, dont il n'est que le signe, va assurément produire de nouvelles inégalités entre ceux qui auront su s'adapter et les autres. Seuls les critères de la différenciation des espaces changent. La gestion de ces nouvelles inégalités passe par des compromis et des politiques publiques qui restent encore largement à découvrir »⁷

Issu de ces définitions, le développement local correspond à un cadre dans lequel un projet à dimension humaine, portée sur un territoire plus restreint, pourrait se développer. Ce territoire de taille réduite permet au citoyen d'avoir des repères et d'être acteur à part entière du développement local de son entité, dont fait partie intégrante la composante économique. En d'autres termes, le développement local se propose de développer une économie de moins grande ampleur, c'est à dire une économie moins globalisante et plus proche des besoins propres de ces propres acteurs. Il représente une alternative humaniste à la mondialisation.

D'une manière générale, quel que soit la dimension géographique d'un développement local, il présente les caractéristiques suivantes : tout d'abord c'est un projet multidimensionnel : il doit intégrer le domaine économique, social, culturel, ainsi que tout domaine lié à l'intérêt de la population locale. Ensuite, pour permettre la concentration des différents acteurs

locaux et l'enrichissement de leurs initiatives, il est nécessaire d'assurer une bonne circulation de l'information au niveau de la localité. Ce qui peut se traduire que toute initiative est conditionnée par la participation et l'implication active de la population sans distinction. Donc, il est d'abord important de définir les conditions qui coordonnent et nourrissent la motivation de tous les acteurs, ses intérêts et les services d'appui de toute initiative d'action collective.

II.2. Le terme de développement local inclusif

A travers ces quatre définitions, un agrégat de constat existe dans ces représentations que l'on dénomme du « développement local ». La notion « inclusif » pour former le terme de « développement local inclusif », qui vient de notre formation conceptuelle, complète ce concept de développement local dans le sens conceptuel de mobilisation d'acteurs multidimensionnels et instauration d'une action locale participative. Le terme « inclusif » ne se centre pas sur la dimension de quantité mais de qualité et de compétence d'acteurs et ceci sur l'ensemble des acteurs résidents légalement et en tant que citoyen. La population résidente, sans distinction de race ni de religion ou des pratiques culturelles, sans distinction de niveau de vie, entre dans une volonté d'un projet commun de développement territorial avec leur potentialité respective.

⁷ PECQUEUR, Bernard, Le développement local, Paris, Syros, 2000, p.129

Complémentarité et association de compétences sont, en effet, les deux éléments communautaires qui, avec la signification citoyenne accentuée, voire avec les valeurs de la République, définissent l'inclusivité du développement local.

Cette spécificité de la notion de « développement local inclusif » donne une large latitude pour intégrer le sens d'action sociétale dans chaque projet de développement local. Ici chaque acteur social, dans sa propre compétence pourra contribuer en fonction de son environnement, de ses valeurs et de sa vision du monde. Un « développement local inclusif » répond aux problématiques qu'une région, commune ou communauté tente de résoudre. Chaque territoire administratif devait posséder son propre modèle de développement, car ce modèle doit correspondre aux particularités locales. A confirmer que l'imposition d'un modèle type standard ne peut pas prendre en compte l'ensemble des spécificités d'une localité. Mais ce n'est pas pour autant que ce territoire « local » soit autonome et indépendant des structures plus grandes comme celles de la nation d'un état unitaire que Madagascar adopte. Dans cet état de fait, la politique de s'approprier une localité territorialisée et d'en faire la promotion d'un plan de développement ne doit pas s'assimiler à une velléité indépendantiste ou de replis sur soi. On doit tenir compte que le repliement autarcique relève de l'utopie.

Un développement local inclusif évoque l'importance de la transversalité intersectorielle d'un management d'une action à mener ainsi que de l'aspect spécifique de la complémentarité des possibilités d'action de chaque producteur en fonction des caractéristiques de l'endroit où l'on souhaite l'appliquer, « une situation moins globalisante et humaniste. »⁸ Le point d'ancrage que représentait le fait de définir et de comprendre le concept de développement local inclusif devrait ici renouveler la prise en considération des statuts civiques de la population toute entière dans une localité. Par ailleurs, au fil de ce travail des explicitations sont encore à développer et à définir pour le cadre de cette définition qui clarifie la compréhension de ces termes.

En d'autres termes, ce qui définit le développement local inclusif c'est essentiellement un contenu d'action territoriale très spécifique. Ce contenu *inclusif* concerne les facteurs de développement intégré et structuré avec des potentialités locales, signifiant notamment que les processus d'actions à effectuer ne sont pas purement et simplement économiques, mais un bouquet de programme d'action dans le sens où ils procèdent d'une symbiose entre activités productrices, agriculture ou artisanale et vie sociale avec une base de valeurs de comportement d'acteur très engagé à l'échelle locale. L'accent

⁸ DECOSTER, Dominique-Paule, cours de développement local durable, Umons, année académique 2012-2013

mis sur la dimension territoriale ou plus exactement socio-territoriale selon l'expression de G. Becattini (1992) – ne doit pas induire en erreur. Développement local inclusif ne veut pas dire développement en autarcie, ni une action isolée en voire un repli sur les seules potentialités locales. Si la problématique d'ensemble est bien celle d'un développement territorial (J. Friedmann et Weaver, 1997), c'est-à-dire d'un développement par le bas (W.B. Stöhr 1981 et 1984), il ne s'ensuit pas que le territoire local cible des programmes de développement ne soit fermé de l'extérieur.

Cette démarche propose une finalité socio-économique qui vise à améliorer l'accès aux ressources de revenus des populations pauvres par la promotion des chaînes de valeur. C'est une possibilité d'action et un exemple d'activité pour un développement local qui montre comment augmenter rapidement le revenu et le niveau de vie des populations rurales pauvres en l'occurrence le cas de la majorité de la région à Madagascar dans les zones enclavées. Ce programme va orienter les relations d'acteurs-clés des chaînes de valeur locale : les paysans, les consommateurs locaux et les marchés cibles dans les autres collectivités demandeuses et les gouvernants locaux, les rendant plus à même de faire face aux défis futurs du développement local inclusif.

II.3. La notion de « patriotisme managérial »

Pourquoi développer un nouveau concept de *patriotisme managérial* ? C'est une nouvelle approche pour dénouer l'interminable échec au développement communautaire ou local pour le cas de Madagascar. Le patriotisme managérial est à la fois un état d'esprit et une innovation managériale. Il ne suffit pas d'être un bon manager. Tout dépend du comportement et de la conscience profonde du manager. Il lui faut un esprit patriotique pour éviter entre autres l'esprit mercantile ou d'une simple démarche techniciste. L'intérêt de cette nouvelle approche, et à la fois son mérite, tiennent à ce que l'accent y est mis sur le *comportement des acteurs* partie-prenantes du développement local comme finalité de tout processus d'action de lutte contre la pauvreté. Pour ce faire, l'approche du patriotisme managérial renverse la perspective qui consiste à mettre l'accent sur le progrès matériel et économique uniquement, et comme finalité les biens matériels. Cette nouvelle approche lui substitue le bien-être des relations humaines comme fin ultime. C'est une mise en exergue de la vraie pratique du « *fihavanana* » malgache au service du développement local inclusif. Ce faisant, elle exhorte à une nouvelle vision des problèmes de mise en œuvre de tout projet de développement local à Madagascar.

II.4. La théorie de l'acteur comme support conceptuel

La théorie de l'acteur est prise en considération dans le patriotisme managérial. Cette théorie sociale de l' « acteur » met le comportement de l'individu au cœur de la réflexion de toute action. A préciser que cette théorie n'est pas propre à une discipline, c'est un courant de pensée interdisciplinaire qui se centre vers l'individu, ses actions et interactions avec les autres. Dans sa qualité d'acteur, l'individu jouit d'une certaine liberté d'action : ce point met en avant le fait qu'un acteur n'est jamais confiné dans un comportement type. L'individu fait des choix qui lui sont propres et l'ensemble de ces choix forme ce qu'on appelle « un répertoire de conduite ».⁹ Le terme de « local inclusif » qui complète la notion de développement utilisé ici, malgré ses particularités, ne doit jamais occulter le fait qu'il se situe à l'intérieur d'un territoire donné et devrait engendrer un effet sociétal. Ne pas prendre en compte cette dimension plus globale, les projets de développement local inclusif restent utopiques. Le terme « inclusif » complète le terme de « local ». Le terme « inclusif » peut être le « levier » qui permettra à une localité d'obtenir sa crédibilité afin de réaliser une stratégie de développement.

⁹ JAMBES, Jean-Pierre, Territoires apprenants : esquisses pour le développement local du XXIème siècle, Paris, L'Harmattan, 2001, p.35

La théorie de l'acteur précise également que chaque individu « acteur » agit en fonction des intérêts que lui confère son action. L'individu agit dans le cadre d'un « schéma utilitariste »¹⁰. Il met l'individu selon certains critères comme : la situation dans laquelle il se trouve, son niveau social et son niveau économique. On parlera ici d'actions intentionnelles et raisonnées. L'apport considéré ici de la théorie de l'acteur dans le développement local inclusif réside dans cette capacité de s'intéresser à l'individu et donc à un citoyen en tant que tel. Un citoyen n'est plus un atome parmi tant d'autres, désormais il est reconnu en tant qu'acteur sociétal et non plus en tant qu'élément additionnable et substituable. Les institutions sociales et économiques organisent leur l'environnement dans lequel évoluent les individus. Un acteur social est devenu « manager » dans notre vision, il peut d'une part profiter des « leviers » qu'apportent les différentes structures existantes mais, il sera aussi planificateur et organisateur dans ses actions, du fait de l'existence des structures à mettre en œuvre pour les objectifs du développement local. En ce sens, le territoire n'est pas un simple morceau de nation, voire de région, mais une dynamique de vie d'entreprise à un moment donné (entreprise agricole ou entreprise artisanale), destiné à résoudre un (ou des) problème(s)

¹⁰ JAMBES, Jean-Pierre, Territoires apprenants : esquisses pour le développement local du XXIème siècle, Paris, L'Harmattan, 2001, p.35

productif(s) particulier(s) ou à réaliser un projet de développement collectif. Le programme de développement visait à réduire ici la pauvreté dans les ménages pauvres en générant des revenus et des emplois supplémentaires dans une sélection de chaînes de valeur agricoles ou artisanales selon le cas dont les pauvres puissent être acteurs aussi.

Maintenant que le cadre conceptuel est clair ; nous allons voir comment lutter contre les carences du patriotisme au niveau local à Madagascar ?

CHAPITRE III : LUTTER CONTRE LES CARENCES DU PATRIOTISME AU NIVEAU LOCAL A MADAGASCAR.

III.1. Un patriotisme confus

D'après quelques investigations orales avec des échantillons de gens dans cinq endroits différents : 10 dans la Commune d'Ambohimambola, 10 dans la Commune de Masindray 10 dans la Commune de Vatmandry, 10 dans la commune de Manakara, 10 dans la commune d'Ambanja. Nous avons la question « quelle définition donnerez-vous au patriotisme ? La définition de la patrie reste floue. Une confusion majeure se manifeste entre patrie (tanindrazana) qui est la nation citoyenne – patrie en tant que territoire national d'un même Etat d'une part, et d'une autre part les terres, héritages ancestraux (tanindrazana) qui sont des propriétés familiales locales.

Cette confusion rend difficile le prolongement d'un patriotisme national à Madagascar. Dans une telle situation, la méthode à établir consiste à réparer dans le champ sémantique de la langue malgache. Une distinction de langage est nécessaire. Il est vrai que des groupes « d'anciens combattants du mars 1947 » s'affichent d'emblée comme patriotiques dans plusieurs endroits de Madagascar. On note aussi l'existence des membres d'un parti politique rassemblés à l'occasion d'événements affichés comme patriotiques tout comme lors de la revendication des « îles éparses » ou la commémoration annuelle du 29 mars 1947. Il s'agit alors d'étudier l'impact de ces pratiques de « patriotes temporaires » pour la motivation au développement local. Celles-ci pouvant se retrouver de façon plus ou moins diffuse dans l'ensemble du champ économique. La difficulté méthodologique ici est de cerner, au sein de ces pratiques observées, celles qui sont proprement « favorables au développement local ».

En somme tous les interviewés insistent ainsi sur la passivité de la majorité de la population locale pour entrer dans un « développement local coordonné ». On dirait une irresponsabilité sociale, un culte du désengagement, et dénoncent la marginalisation que subissent ceux qui, s'engagent à valoriser une action qui a pour résultats estimés la réussite collective pour la lutte contre la pauvreté. Tout activisme social est jugé

effort perdu à l'avance, disent-ils. Un programme d'actions collectives dans une localité, exemple un Fokontany, suscite la méfiance et l'incompréhension, parfois au sein même des familles.

III.2. Un patriotisme occasionnel

Il est difficile de confirmer, pour le cas de Madagascar, l'existence d'une conscience collective fondée sur des valeurs patriotiques collectives. Dans certains événements ou occasions, certains glissent à l'intérieur avec des pratiques étiquetées « patriotiques », de la réalisation de soi à la valorisation de soi. Les valeurs patriotiques restent occasionnelles, fragmentées et de caractère opportunistes. Manifestement, le comportement patriotique reste flou et se décline différemment d'une catégorie sociale à une autre, d'un niveau de scolarisation à un autre, d'un domaine socio-professionnel à un autre. A cette imprécision s'ajoute, dans le cas de chaque parti politique, une autre difficulté : le mouvement « patriotique », devenu apparemment une conscience ponctuelle, est utilisé à des revendications souvent sans suite à l'exemple de la problématique des « îles éparses ». Des mouvements de communication pour une cause politique cherchent à réinvestir la notion par l'adjonction de la notion de « souveraineté », soit une forme de patriotisme où la loyauté est dirigée vers le respect de l'indépendance de tous les

territoires appartenant à Madagascar selon la convention internationale. Des valeurs confuses sont sous-jacentes et accolées à ce « mouvement de revendication de souveraineté sur les îles éparses » : patriotisme juridique, patriotisme économique, patriotisme géographique, patriotisme culturel. Cette diversification de la visée du patriotisme malgache rend floue l'identité propre d'un comportement d'acteur patriotique pour une stratégie de développement local à Madagascar. Le cas des « îles éparses » n'est pas exceptionnel. La similitude est aussi visible notamment dans la manière dont l'académie Malgache se veut le promoteur d'une réinsertion dans l'identité collective, la quintessence du patriotisme du mouvement de libération de 29 mars 1947. Il y a une légère différence concernant le but à officialiser et les causes de ce mouvement du 29 mars 1947.

On ne peut non plus laisser sous silence que le patriotisme pour Madagascar explicité par certain discours est associé à l'idée de valeur du « Fihavanana » (lien social avec tolérance) et de spiritualité ou de religiosité qui est considéré comme consubstantiel dans la conscience collective malgache.

De ces interférences, il se peut que certains discours qualifient de « patriotique » tel ou tel comportement qui ne correspond pas au besoin d'un développement local pour Madagascar. Inversement, il arrive qu'un acteur local ne s'identifie pas comme patriote, alors que ses

collègues résidents locaux lui renvoient cette image.

III.3. Un « patriotisme économique » ambigu

En fait, la vision du patriotisme varie selon les secteurs d'activité économique. La situation se diversifie si l'on prend en compte la divergence d'intérêts entre producteurs et consommateurs.

Cet enchevêtrement de considération du « patriotisme » permet de comprendre le caractère ambivalent du patriotisme au sein de la masse populaire malgache. Dans le même temps, l'ancrage dans les valeurs populaires et du communautaire s'accompagne souvent d'un détachement à l'égard des valeurs spécifiques de la République. L'Etat qui se veut chef de mission d'une lutte patriotique, se retrouve de fait souvent dévalorisé par ceux qui se définissent comme patriotes. Pour beaucoup, l'Etat n'est pas synonyme de leader patriotique, mais de la formalité de souveraineté. Il n'est pas légitimé comme instance de qualification du patriotisme : ainsi, nombre d'acteurs économiques dénoncent-ils le « pseudo-patriotisme » des programmes de développement initiés par l'Etat auxquels ils opposent leur propre vrai patriotisme qui consiste à créer des emplois, assurer la prospérité du pays, voire son expansion économique à l'étranger.

CHAPITRE IV : LE « PATRIOTISME MANAGERIAL » SUPPORT DU DEVELOPPEMENT LOCAL

IV.1. Stabiliser le comportement

« patriotique » au niveau local

Parmi les vertus cardinales conférées au patriotisme, il y a l'idée qu'il constitue le moteur d'un changement socio-économique. Une réponse pragmatique à tous les troubles de compréhension d'une activité quelconque et du comportement de réalisation d'une action positive à des fins collectives. La notion de « patriotisme managérial » telle que nous l'entendons ici s'inscrit dans l'optique d'un comportement social nouveau pour soutenir la conscience collective de la population locale cible d'une action de changement social. Il ne s'agit rien de moins que « de changer notre manière de penser ».¹¹ Le patriotisme dont il est question est différent de l'habituel sens d'un patriotisme de type nationaliste, anticolonialiste, ou de la lutte contre le néo-colonialisme. Il se pose, dans le contexte d'un développement local inclusif, de façon plus substantielle au-delà d'un mouvement identitaire menace majeure d'un développement inclusif. C'est une refondation civilisationnelle de la conscience collective d'une localité qui marche vers la lutte contre la pauvreté au sein d'une mondialisation incommensurable.

¹¹ PNUD. Rapport mondial sur le développement humain 1993. Paris : Economica : 9.

IV.2. - Valoriser la démarche d'un « manager »

Comprenons que le comportement de « manager » se justifie proprement dans la pratique d'une responsabilité économique et organisationnel à l'égard d'un passé local qui manque d'organisation inclusive et de complémentarité des acteurs potentiels pour agir autour d'un plan de développement local. De ce fait, les outils de management doivent être intégrés dans la gestion d'un plan de développement local. Pour activer cette stratégie de gestion d'une action collective locale, les comportements des acteurs partie-prenantes d'un projet de développement local inclusif ne saurait se définir au discours politique occasionnel défini par le pouvoir et des discours contradictoires des dits « oppositions » à Madagascar. Chaque participation d'acteur mérite d'être mesurée telles qu'elles sont. Certes, il n'existe pas pour le moment un « catalogue officiel » des actions patriotiques et d'un comportement d'acteur patriotique dans les communications officielles à Madagascar. Toutefois, ces discours issus de différentes sources, parlent des pratiques attendues pour faire valoir un comportement patriotique dans divers domaines de la vie quotidienne, mais chacun se les approprie à sa façon. Dès lors, chaque acteur local définit son comportement ainsi comme un répertoire où chacun peut lire – et inscrire – ce qu'il souhaite.

IV.3. Finalité d'un comportement patriotique

Plus qu'à ces concepteurs ponctuels et souvent arrivistes, nous nous intéressons ici à la contribution à la stabilisation d'un catalogue de comportement patriotique aux besoins d'un plan de développement local. C'est un acteur patriotique. Un acteur patriotique désigne ici un groupe virtuel d'individus unis par des intérêts convergents par rapport à un enjeu donné : organisationnel, économique ou éducationnel. Les résidents de la localité cible de l'action de développement inclusif est pris dans une dimension de type « groupe focus d'action patriotique ». Cette nouvelle dimension de statut social permet d'appréhender de manière empirique le comportement utile dont les groupes d'actions dans une localité se font ou se coordonnent autour d'un pack de valeurs comportementales posant ainsi la question de l'action collective et de ses résultats attendus en lien avec les stratégies de la lutte contre la pauvreté. En cela, ce comportement surgit en fonction des problèmes et les enjeux locaux. En d'autres termes, la notion d'acteur patriotique doit être générée par les valeurs du patriotisme managérial. Avec ces nouvelles valeurs d'une collectivité locale donnée, les différents résidents locaux devraient agir dans les mêmes représentations de ce qu'est la *lutte contre la pauvreté* et que selon les problèmes à résoudre,

leurs intérêts et leurs représentations s'entrecroisent. Les valeurs du patriotisme managérial permettent ainsi une rupture avec l'image consensuelle issue de l'« idéologie communautaire traditionnelle basée sur la consanguinité » ; idéologie soutenue par l'adage malgache « *velona iray trano ; maty iray fasana* » qui se traduit par être ensemble par ce que nous sommes d'un même lignage avec un lien de parenté. Cet adage divise les résidents en deux catégories : les parents et les autres. Le patriotisme managérial donne la possibilité d'une refondation du lien social qui tisse tous les résidents d'une localité à l'heure d'un vivre ensemble au sein de l'Etat de droit et les valeurs de la République. C'est l'un des aspects de la mondialisation des valeurs humanistes face à la caducité de certaines valeurs claniques et des valeurs du népotisme, supports inconscients d'un développement exclusif dans une localité donnée. En somme, un acteur « patriotique » n'est-il pas celui ou celle qui, au quotidien, s'engage dans des actions de bien être à des fins collectives ? Ce faisant, il articule ses pratiques « dévouées » avec les pratiques citoyennes qui les accompagnent. A considérer en premier ordre l'importance des valeurs de la République qui corrigent les séquelles des variantes des pratiques des royautés qui dissimulent « sérieusement » la gouvernance des principes de la République. Ce référent de comportement patriotique pour un développement

local inclusif tend à spécifier les appartenances sociales de tous les résidents dans une localité.

C'est ainsi que le modèle de patriotisme évoqué dans ce présent article permet de fonder une appartenance à la « bonne gouvernance d'un développement local inclusif »

CHAPITRE V : LE PLAN DE DEVELOPPEMENT LOCAL INCLUSIF

Le plan à établir concerne à la fois technique et managérial, aussi bien financièrement, techniquement que socialement, vise à faire un secteur d'activité local identifié en un secteur rentable, noble et ayant d'avenir que les autres secteurs où s'engouffrent les jeunes en milieu urbain. Le développement local inclusif peut porter cinq volets dont le volet axiologique, le volet économique, le volet socio-éducatif, le volet organisationnel et le volet environnemental.

V.I.- Le volet économique : l'entrepreneuriat social

A l'exemple des Communes d'Ambohimambola et de Masindray dans le district d'Avaradrano. Valoriser le secteur agricole, en particulier la production des légumes. La population active est à dominante cultivateur : producteur de légumes à 80%. Faute de stratégie entrepreneuriale et managériale, cette activité reste

sans amélioration de la technique de production et d'organisation de marché. Jusqu'à présent il n'existe pas de structure provenant des institutions publiques de type ministère de la production agricole ou du ministère de l'économie et du plan pour gérer le rythme de la production des légumes en l'occurrence. Les pratiques techniques et l'organisation du marché agricole dans ces deux communes ne font qu'hériter et continuer « les modes de vie des agriculteurs » qui datent de plus d'un demi-siècle auparavant. Ce qui signifie que la stratégie d'entrepreneuriat social, agricole précisément, consiste réorganiser la pratique de production agricole actuelle et doit aboutir de manière transversale sous la dynamique d'un management, au sens scientifique de cette action. La mise en œuvre peut être commencée par un plan d'action, entre autres l'accès aux connaissances professionnelles /innovations ; l'aménagement hydroagricole opérationnel, la sécurisation et la gestion de l'accès au foncier, la protection de l'environnement, la lutte contre les impacts des changements climatiques et la prévention et la gestion des crises et catastrophes naturelles, l'accès aux marchés. Le choix doit améliorer rapidement l'accès aux marchés et améliorer les revenus des acteurs et, enfin, activer la capacité des négociants pour le marketing des produits.

Cet entrepreneuriat social doit être *managé* avec une échéance d'action mesurable et évaluable pour que l'on puisse déboucher sur des résultats

escomptés dans un temps imparti. L'objectif est de pouvoir plus facilement mettre sur pied des actions de soutien immédiate, sans consacrer trop de temps à une analyse de marché.

V.2.- Le volet organisationnel et axiologique : la chaîne de valeurs

Le projet de développement local entend inverser la tendance des investissements afin de rendre une activité rurale attractive, de réduire significativement l'exode rural. Il vise à transformer les avantages comparatifs en avantages compétitifs par l'amélioration des techniques agricoles, par la vulgarisation des variétés et ce dans l'objectif de pousser vers de fortes productivités aussi bien dans la qualité que dans la quantité. La promotion des filières agricoles intégrées sous forme de grappe industrielle est envisageable et le passage vers une économie d'échelle est une étape.

Cette voie de développement ne devrait pas proposer toutefois des interventions standard pour différentes chaînes de valeur, mais des interventions sur mesure adaptées au contexte. Différentes chaînes de valeur présenteront des dissemblances dans les compétences commerciales requises, la structure de propriété des entreprises, les méthodes avérées d'accès aux marchés, le nombre de négociants impliqués, les capacités des paysans fournisseurs et la nature des produits concernés. Il est important d'en avoir

conscience et de concevoir des interventions susceptibles de faire une véritable différence.

Les paysans producteurs directs en tant qu'acteurs de chaînes de valeurs réunissent des agriculteurs, des collecteurs, des transformateurs, des négociants, des autorités de gouvernance locale et une « instance de contrôle de qualité des produits agricoles ». Pour ce faire sur le plan technique, les paysans ont besoin ici des contrats de négociants et de producteurs « professionnels » ainsi que des formations leur permettant d'améliorer la qualité de leurs produits. On peut adopter ici la formation d'une masse critique d'entrepreneurs agricoles. Après cette formation technique et « axiologique » sur le patriotisme managérial, les producteurs de légumes sont devenus des acteurs transformateurs et chargés de l'amélioration des technologies de production afin qu'ils puissent proposer de nouvelles variétés et des produits de meilleure qualité pour le marché. Toutes ces « innovations managériales » sont destinées à promouvoir de nouvelles perspectives commerciales locales et dans d'autres localités consommateurs de légumes et, partant, entraînent une augmentation de revenus pour les négociants et les producteurs directs issus des paysans pauvres en particulier.

V.3.- Le volet socio-éducatif : les mesures d'accompagnement

Afin de déterminer le caractère inclusif de ce développement local, des différents groupes et

acteurs entrent dans la notion de « stakeholders ou parties-prenantes ». Les parties prenantes regroupent ici les institutions financières qui sont susceptibles de financer et appuyer les paysans, groupes sociaux consommateurs et les personnes ressources sur le plan organisationnel et du pouvoir local pour lesquels le redressement des niveaux de vie de la population vulnérable en particulier représente un enjeu direct, important et spécifique. Dans ce contexte, il est intéressant de spécifier comment s'articulent les injonctions du pouvoir local et les pratiques des acteurs économiques.

V.4.- Le volet environnemental : gérer les risques naturels

Une communauté économique locale conçoit des projets agricoles et artisanaux en considération des risques liés au climat, à la météo. Les éventuelles mesures d'atténuation des risques doivent être définies en amont si l'on veut pouvoir réagir rapidement en cas d'événement désastreux. Dans un développement local inclusif, la résilience de la population est la somme des capacités de chaque individu à faire face et à gérer les risques naturels. En effet, la préoccupation du volet environnemental est une condition objective du développement local inclusif (DLI).

Il faut tenir compte de l'unité nationale. Rappelons que le développement local inclusif n'est pas du tout un développement autarcique. Si

tel est le cas, le DLI est une proie facile aux effets marginalisateurs et paupérisant de la mondialisation par des simples mouvements phagocytaires.

La mise en place d'une communauté économique locale, même si celle-ci relève du niveau local, s'inscrit dans une vision globale. Le territoire local n'étant pas refermé sur lui-même, ce n'est pas une « île en autarcie »¹². Ce plan de développement local inclusif insiste sur ce point, parce qu'il est primordial pour une bonne compréhension de l'approche dans laquelle nous situons notre vision de lutte contre la pauvreté.

¹² DECOSTER, Dominique-Paule, cours de développement local durable, Umons, année académique 2012-2013

Conclusion

Pour terminer notre propos, il est temps d'affirmer que le développement local n'est pas un modèle "clé en main". Il n'y a donc pas de modèle unique de développement local. Ce n'est pas un processus mécanique qui peut facilement être mis en œuvre grâce à des politiques ou des programmes à caractère général ou standardisé. Chaque localité à Madagascar est spécifique, elle émerge d'un contexte (facteurs culturels, sociaux, économique...) mais toutefois à besoin d'une stratégie de développement coordonnée qui implique dès lors une logique de développement local inclusif « démarche unique ». Les spécificités de chaque localité ne résident pas seulement dans les produits, mais aussi dans la façon d'organiser la production, de créer et de gérer ses ressources, de développer des savoir-faire originaux.... Le développement local pour Madagascar est avant tout l'affaire d'acteurs « patriotes » de mise en rapport les uns avec les autres et mobilisés en vue de stimuler une synergie créatrice, porteuse d'effets de changement social et de situation économique. Cet exposé est une réponse aux injonctions des différents plans de développement national sans résultats rapides pour la lutte contre la pauvreté à Madagascar, la prise en compte du développement des valeurs soignées du patriotisme apparaît comme un instrument de reconstruction par le bas des solidarités mises à mal dans les mutations poussées par la mondialisation.

-----==ooOoo==-----

Bibliographie

DECOSTER, Dominique-Paule, « *Cours de développement local durable* », Umons, année académique 2012-2013

DOUCET, LAVAL et FAVREAU, « *Théorie et pratiques en développement communautaire* », Québec, Presse de l'Université du Québec, 1997, p.462

FAUGERE Elsa, « *Regards sur la culture développements : représentations et effets non intentionnels. Une lecture de textes récents en anglais* », Coopérer aujourd'hui n°20, Paris, GRET, février 2000.

FONGANG Siméon, « *Le développement humain : problématiques et fondements d'une politique économique* », Coopérer aujourd'hui n°20, Paris, GRET, février 2000.

Gestion des transformations sociales (MOST), Documents de travail - No. 20

HOUEE, Paul, « *Le développement local au défi de la mondialisation* », Paris, L'Harmattan, 2001, p.83

JAMBES, Jean-Pierre, « *Territoires apprenants : esquisses pour le développement local du XXIème siècle* », Paris, L'Harmattan, 2001, p.35

LAVIGNE DELVILLE P. et *al.*, « *L'environnement, dynamique sociale et interventions externes : construire et gérer l'interface entre acteurs* »,

MOLLARD A. et al., Territoire et enjeux du développement régional, Edition Quae, 2007, Paris.

NIVOIX S., AUDEBERT C., Les territoires dans la mondialisation : regards disciplinaires croisés, Edition PUF, Rennes, 2010.

PECQUEUR, Bernard, « *Le développement local* », Paris, Syros, 2000, p.129

P.N.U.D. « *Rapport mondial sur le développement humain* », 1993, Paris : Economica : 9.

RALLET A, Problématique de développement régional et la libéralisation de l'économie : le cas de la Tunisie, IRIS, TS, Université de Paris Dauphine, 1995.

Sociétés rurales et environnement : gestion des ressources et dynamiques locales au Sud, GRET, Edition Le Karthala, Paris, 1998, pp.381-394

* * *
* *
* *